



Déclaration préalable de la FSU 11

Nous souhaitons commencer cette déclaration en rendant hommage à notre collègue Caroline Grandjean, professeure des écoles dans le Cantal, qui s'est suicidée le jour de la rentrée scolaire après avoir été victime d'un harcèlement de plusieurs mois parce qu'elle était lesbienne. Nous avons une pensée pour ses proches. Notre institution doit réagir avec force et détermination face aux LGBT-phobies et soutenir les victimes. Nous ne pouvons nous résoudre à voir des collègues mourir dans le cadre de notre travail.

Cette rentrée scolaire se déroule dans un contexte politique particulier puisque le gouvernement Bayrou devrait être renversé la semaine prochaine. Dès les annonces faites par le Premier Ministre au début de l'été, la FSU a dénoncé un budget qui attaque violemment tous les leviers de la redistribution des richesses et cherche à faire payer aux travailleur·e·s du public comme du privé, aux retraité·es, aux chômeurs et aux chômeuses, aux malades le déficit créé par une politique de l'offre faite de cadeaux aux plus riches, aux grandes entreprises et à leurs actionnaires. Les agent·e·s de la Fonction publique et les services publics étaient en première ligne avec les projets de suppression de 3000 postes en 2026, de non-renouvellement d'un agent·e partant à la retraite sur trois et de gel des rémunérations. La pétition intersyndicale contre ce projet de budget a réuni plus de 300000 signatures au cœur de l'été et les actions unitaires pour un changement de cap budgétaire, quelle que soit l'identité du Premier Ministre, vont se poursuivre. Les appels à mobilisation pour la journée du 10 septembre témoignent de la profonde colère de la population. Partout où c'est possible, la FSU appelle à participer en intersyndicale aux mobilisations (rassemblements, manifestations, grèves) pour s'opposer au budget présenté par le gouvernement, à tout budget soutenu par les mêmes orientations austéritaires et injustes, et pour exiger d'autres choix pour les services publics, pour l'environnement, pour la justice sociale et pour une tout autre fiscalité. Elle appelle à s'engager avec la FSU dans la construction de la grève dans le cadre de la journée de mobilisation et de grève intersyndicale du 18 septembre.

La question du budget est évidemment centrale pour l'Éducation Nationale et on comprend que la Ministre préfère développer des considérations sur l'usage raisonné des outils numériques, tout en promouvant par ailleurs un usage assez peu raisonnable des intelligences artificielles, ou sur les coefficients zéro de telle ou telle évaluation de Terminale, au lieu d'en finir par les replâtrages successifs du Bac Blanquer. Parler du budget de l'Éducation Nationale conduirait à reparler des salaires et de la revalorisation qui est nécessaire pour redonner de l'attractivité à nos métiers. Parler du budget de l'Éducation Nationale conduirait à parler des recrutements nécessaires d'enseignants et d'enseignantes, mais aussi de personnels de vie scolaire (CPE, conseillers et conseillères principales d'éducation, et AED, assistantes et assistants d'éducation), de personnels sociaux et de santé, de psychologues, et bien sûr d'AESH (accompagnants et accompagnantes d'élèves en situation de handicap), pour lesquelles un statut de fonctionnaire est indispensable.

Difficile en effet d'entendre que « l'école pour tous est une réalité » quand tant d'élèves n'ont pas l'accompagnement auquel ils ont droit, quand tant d'élèves ne sont pas accueillis dans le dispositif pour lequel ils ont reçu une notification. Difficile aussi d'entendre que « l'école pour tous est une réalité » quand les effectifs des classes sont souvent chargés : la moyenne des effectifs des écoles

dans le département est plus élevée que les moyennes de l'OCDE et de l'Union Européenne. Dans les collèges, on en reste à un seuil d'ouverture à 30 qui maintient des effectifs élevés dans bien des collèges. L'argument de la baisse démographique ne tient pas : les suppressions d'emplois ont été massives dans le second degré public depuis 2006, alors que les effectifs d'élèves explosaient. Il s'agit donc de profiter de la baisse démographique pour améliorer les conditions d'enseignement pour l'ensemble des élèves et des professeur·es. Même avec la baisse des effectifs, pour retrouver le taux d'encadrement de 2006, il faut créer des emplois.

Notre département, qui fait partie des plus pauvres de France, département rural, a particulièrement besoin d'un investissement massif. La FSU construira avec les personnels les mobilisations pour aller en ce sens.